

L'eau de Béni Haroun transférée à Biskra



Le développement du secteur agricole dans les régions des hauts plateaux et du sud passe par une bonne répartition et un accès facile à la ressource hydrique. C'est dans ce contexte que le Premier ministre a demandé à l'agence nationale des barrages et des transferts (ANBT) le lancement d'une étude pour transférer

l'eau du barrage Beni Haroun vers Khenchela et Biskra. «Ce barrage a une grande capacité d'eau qui reste inexploitée. Il faut donc acheminer une partie de cette eau à Biskra afin d'améliorer l'alimentation en eau potable et de promouvoir l'agriculture», a-t-il indiqué. Il a également demandé aux responsables «d'autoriser» les agriculteurs ayant les moyens à pomper l'eau directement du barrage de Béni Haroun et de ses bassins versants pour l'irrigation. «C'est de cette manière qu'on va pouvoir les préserver», a-t-il affirmé. A la résidence universitaire des filles, le Premier ministre a demandé «le lancement» dès l'année prochaine du championnat national du sport universitaire. «Il est important de bien s'occuper de l'environnement des étudiants et de leur donner des espaces de loisirs et de sports», a-t-il recommandé.

■ H. B

RÉFORME DU BAC

Allègement de la durée de l'examen et établissement du contrôle continu

Le ministère de l'Éducation nationale, et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont organisé, jeudi dernier, un atelier national sur la refonte du baccalauréat. Des cadres des deux secteurs, des chercheurs spécialisés en évaluation pédagogique, en sciences de l'éducation, en sociologie, en didactique de disciplines ont pris part à cette rencontre. Trois ateliers ont été constitués : le premier sur la refonte du baccalauréat, le deuxième sur la conception et l'élaboration des sujets et le troisième sur l'évaluation continue et autres innovations.

Le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Seddiki Mohamed Salah Edoune a fait savoir que l'analyse montre que l'examen du baccalauréat ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire. Il a estimé que la note du baccalauréat doit correspondre à l'orientation en comptabilisant par exemple les notes des matières essentielles. Il a affirmé que la refonte du baccalauréat doit avoir une approche globale, une démarche participative. Pour sa part, le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed a affirmé que la refonte de l'examen du baccalauréat est dictée par le souci de l'État, de la société et des autorités publiques de le hisser à un plus haut niveau. Selon lui, la révision du bsc c'est aussi

une manière de faire face aux tentatives visant la déstabilisation de l'examen, donc de l'école algérienne. Le recteur de l'université de Boumerdès, Abdelhakim Bentellis a estimé que les meilleurs bacheliers ne sont pas forcément les meilleurs étudiants de la première année. C'est pourquoi, il a proposé la réduction de la durée des épreuves à moins de cinq jours pour atténuer la pression psychologique que subissent les candidats. Selon lui, la durée du baccalauréat algérien est la plus longue. En outre, il a proposé d'examiner les élèves dans les matières secondaires durant la deuxième année secondaire ou l'examen oral pour certaines matières. Bentellis s'est dit favorable à l'établissement du contrôle continu, d'autant que plusieurs pays ne se basent que sur le contrôle continu des années du lycée. Toutefois, cette option, ajoute-t-il, exige un corps enseignant qui puisse avoir l'honnêteté intellectuelle d'évaluer les élèves durant ces trois années. Le conseiller au ministère de l'Éducation nationale, Mohamed Chaïb Deal Tani a indiqué que la tutelle a dégagé six propositions, allant de la réforme graduelle du baccalauréat et l'introduction de l'évaluation continue à la réduction de la durée de l'examen. Les propositions formulées dans le cadre de cette démarche vont, a-t-il indiqué, du maintien de l'examen tel quel en amendant unique-

ment la programmation, à la réduction du nombre de jours à trois pour les matières essentielles, alors que d'autres ajoutent l'introduction d'une épreuve de langue française ou anglaise, à l'organisation d'une session en deuxième année secondaire et d'une autre en classe de terminale.

De son côté, le directeur général des enseignements et de la formation supérieure du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Noureddine Ghoulal a estimé que la durée du baccalauréat est longue. Il a indiqué que le ministère de l'Enseignement supérieur fournira des données fiables sur les étudiants de la première année universitaire et les difficultés qu'ils rencontrent.



■ Amokrane H. Ph. : Archives

USTHB

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene, en partenariat avec le réseau entrepreneurial Global, organise du 17 au 21 juillet à l'auditorium la première édition de «Summer School of Entrepreneurship».

DU 17 AU 21
JUILLET À 9H
À L'AUDITORIUM
DE L'USTHB

**« Summer
Scholl
Entrepreneurship »**

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene, en partenariat avec le réseau entrepreneurial global, organise la 1^{re} édition de la «Summer Scholl of Entrepreneurship», sur le thème «Entrepreneuriat et innovation».

CE MATIN À 9H30 À ORAN
**UGEA : 17^e université
d'été**

L'ouverture de la 17^e université d'été de l'Union générale des étudiants algériens se tiendra, ce matin à 9h30, à l'hôtel Méridien, sur le thème «L'impact des réformes universitaires sur le développement et le rôle des élites», qui sera présidée par M. Ahmed Ouyahia, ministre d'État, directeur de cabinet de la présidence de la République, et SG du RND.



EL MOUDJAHID

DEPUIS OUM EL-BOUAGHI, M. SELLAL RELÈVE

Le travail TITANESQUE de l'État

- Appel à la conscience de tous les Algériens pour la consolidation des fondamentaux de notre société.
- Notre pays possède toutes les ressources pour poursuivre sa politique de croissance dans la sérénité.

De notre envoyé spécial :
Fouad IRNATÈNE

La visite du Premier ministre à Oum El-Bouaghi a été marquée par la réaffirmation de la nécessité de diversifier l'économie nationale.

Parmi les projets visités, Abdelmalek Sellal, figure l'inauguration d'une unité de fabrication de gants chirurgicaux, un investissement privé implanté dans la commune d'Ouled Gacem. M. Sellal a donné, à cette occasion, le coup d'envoi d'une opération d'exportation d'un lot de 600.000 gants chirurgicaux produits par cette unité vers l'Espagne. D'une capacité de production annuelle de 70 millions de gants chirurgicaux en latex, cette unité pharmaceutique, première du genre en Algérie et en Afrique, a nécessité un investissement de 3 milliards de dinars.

Des ouvrages hydrauliques inaugurés



secteur de la jeunesse et des sports, pour une meilleure utilisation de ce nouvel acquis. Il a, dans ce contexte, ajouté que l'université doit rompre avec le système de fonctionnement administratif et permettre de mieux exploiter ses structures. L'Institut des sports totalise 1.000 nouvelles places pédagogiques, une bibliothèque et un pavillon administratif, et également des salles de sport, de culturisme et une salle de soins, à côté d'un stade en gazon synthétique. L'ensemble de ces nouvelles structures a été réalisé pour un investissement public de 745 millions DA, selon leur fiche technique. Le Premier ministre a également inspecté le théâtre de plein air du chef-lieu de wilaya.

Des infrastructures de l'Enseignement supérieur

En outre, le chef de l'Exécutif a inauguré l'Institut des sports de l'université Larbi-Ben-M'hidi, au chef-lieu de wilaya. M. Sellal a insisté sur l'importance d'exploiter l'ensemble des infrastructures réalisées dans les différents secteurs, soulignant que beaucoup de structures, notamment celles du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, demeurent « sous-exploitées ». Le Premier ministre, qui a affiché sa satisfaction quant à l'aspect architectural de cet institut, a instruit à l'effet de favoriser des coopérations avec le

EL MOUDJAHID

RÉFORME DU BAC

Objet de toutes les attentions

L'impératif de réformer le Bac est fixé par le souci d'allègement de l'épreuve de cinq jours (matin et soir) et l'objectivité dans l'élaboration des sujets et l'implication du contrôle continu, jusque-là non pris en compte en faveur de l'élève. Parer au phénomène des fuites des sujets est aussi une autre exigence prise en charge par des réflexions lancées depuis plus de six mois. Aussi, l'atelier tenu ce jeudi 3 Alger a sa pour mission de faire la synthèse des propositions des partenaires du ministère de l'Éducation dans la perspective d'un examen national de tout le cursus scolaire. Le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Seddiki Mohamed Salah Eddine, qui a pris part à cette rencontre, a estimé que «l'engagement d'une réflexion pour une nouvelle conception du baccalauréat, la rationalisation de son organisation, le renouvellement des méthodes d'élaboration des examens et le renforcement de la formation des formateurs spécialisés dans la préparation des examens peuvent constituer les premiers pas de la réforme globale du baccalauréat ne doit pas être considérée comme étant une fin en soi mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et renforcer leurs connaissances».

«Les efforts déployés à moyen terme pour la réforme et l'amélioration de cet examen doivent se concentrer sur le ciblage des connaissances à évaluer chez l'élève, outre la nécessité de faire la distinction entre les différentes branches, en réajustant les matières d'examen dans chaque branche et en s'assurant que chaque coefficient est établi suivant la nature et les caractéristiques de la branche», a indiqué M. Seddiki. L'analyse montre que l'examen du baccalauréat «ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire», a aussi estimé M. Seddiki, qui avance un taux d'échec en première année universitaire «très élevé» dans certaines universités qui varie entre

50% et 60%. La principale raison pour cet échec est, selon le même responsable, «la mauvaise orientation», soulignant que la note du baccalauréat doit correspondre à l'orientation en comptabilisant par exemple les notes des matières essentielles.

Experts et pédagogues présentent leurs visions

Dans cette optique, des pédagogues et des universitaires ont présenté, jeudi à Alger, des propositions pour la réforme du baccalauréat, à la lumière d'une série de rencontres avec l'ensemble des institutions et partenaires sociaux.

Ainsi, le recteur de l'université de Boumerdes, Abdelhakim Bentellil, a proposé la réduction de la durée des épreuves à moins de cinq jours pour atténuer la pression psychologique que subissent les candidats et leurs familles, d'autant plus, a-t-il dit, que la durée du baccalauréat algérien est la plus longue. Il a proposé, en outre, d'organiser les examens des matières littéraires durant la deuxième année secondaire ou un examen oral pour certaines matières, notamment littéraires, et habituer également l'élève à faire des recherches. De son côté, le directeur général de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhafid Aurag, a mis l'accent sur les difficultés que rencontrent les étudiants de la première année universitaire en matière de langues étrangères, préconisant l'enseignement des matières scientifiques (mathématiques, physiques et sciences naturelles) en langue française d'autant que la plupart des ouvrages disponibles sont en langue étrangère. Par ailleurs, l'inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale, Nedjedi Messaguen, a souligné la nécessité de revoir le contenu des programmes du baccalauréat. Pour sa part, le conseiller au ministère de l'Éducation nationale, Mohamed Chah Deraï Tini, a indiqué que la lettre a dégagé six propositions, allant de la réforme graduelle du baccalauréat et l'introduction

de l'évaluation continue à la réduction de la durée de l'examen.

Les propositions formulées dans le cadre de cette démarche vont, a-t-il indiqué, du maintien de l'examen en attendant uniquement la programmation, à la réduction du nombre de jours à trois pour les matières essentielles, alors que d'autres ajoutent l'introduction d'une épreuve de langue française ou anglaise, aussi l'organisation d'une session en deuxième année secondaire et d'une autre en classe de terminale. Selon M. Chah Deraï Tini, les réformes seront graduelles et s'étaleront jusqu'à 2020, ajoutant que l'évaluation continue peut être introduite dès l'année prochaine pour les classes de terminale. Il a indiqué dans ce contexte que le ministre de l'Éducation nationale, Nouzia Benghebril, annoncera prochainement toutes les propositions et changements relatifs à cet examen.

Le gouvernement, «seul habilité» à trancher la future organisation du bac

Toutefois, malgré leur pertinence, les propositions formalisées par le ministère de l'Éducation nationale sur la réforme du baccalauréat, à partir de tous les éléments d'analyse et de réponse apportés par les gestionnaires et les experts, les partenaires et les praticiens, seront soumises au gouvernement «seul habilité» à trancher sur la future organisation de cet examen national. Le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé que le dossier de la réforme du baccalauréat qui est en phase d'examen sera soumis à d'autres parties qui prendront «des décisions souveraines». Les conclusions issues des différentes rencontres organisées seront ensuite présentées à des experts puis au gouvernement et au Conseil des ministres qui est habilité à trancher cette question avec «professionnalisme et objectivité», a-t-il indiqué. Il a cité à cet effet les ateliers installés depuis une année au niveau du ministère de l'Éducation, en vue de procéder à la réforme de cet examen, avec la contribution des partenaires sociaux (syndicats,

associations et parents d'élèves) pour leur permettre de donner leurs avis.

La réforme de l'examen du baccalauréat est dictée par «la volonté de l'État, de la société et des autorités publiques de le passer à de plus hauts niveaux», a estimé M. Belabed. Il a rappelé les points qui font polémique, notamment «la durée de l'examen du baccalauréat qui est actuellement de cinq jours, la prise en compte des évaluations continues et la réforme de cet examen», étant les péripéties enregistrées lors de la session 2016 avec la fuite de certains sujets, impliquant la nécessité de la réforme de cet examen. Elle inclura «la révision de l'organisation, du fonctionnement et des prérogatives de l'Office national des examens et des concours (ONEC), étant un organe technique et exécutif chargé de l'organisation de cet examen, pour devenir «une véritable institution capable de préparer le baccalauréat». La suite sera connue dans quelques jours !

Saliha ETTOUAÏRIA

Refonte du Baccalauréat

Des pédagogues et des universitaires présentent leurs propositions



Le ministère de l'Éducation nationale a organisé, avant-hier jeudi, à Alger, un atelier national sur la refonte du système d'examen du Baccalauréat, et ce avec la participation de plusieurs pédagogues universitaires et partenaires sociaux. En effet, ces derniers ont avancé plusieurs propositions concernant l'amendement de la programmation de cet examen. Le conseiller au ministère de l'Éducation nationale, Mohamed Chaïb Draa Tani, a souligné que la tutelle a dégagé six propositions, allant de la réforme graduelle du Baccalauréat et l'introduction de l'évaluation continue à la réduction de la durée de l'examen. Il s'agit de la réduction du nombre de jours à trois pour les matières essentielles, alors que d'autres ajoutent l'introduction d'une épreuve de langue française ou anglaise, à l'organisation d'une session en deuxième année secondaire et d'une

autre en classe de terminale. Le recteur de l'université de Boumerdès, Abdelhakim Bentellis, a indiqué que la réduction de la durée des épreuves à moins de cinq jours cible à atténuer la pression psychologique que subissent les candidats et leurs familles. «La durée du Baccalauréat algérien est la plus longue», a-t-il noté. Il a proposé, en outre, d'organiser les examens des matières littéraires durant la deuxième année secondaire ou l'examen oral pour certaines matières, notamment littéraires. De son côté, le directeur général de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelhafid Aourag, a préconisé l'enseignement des matières scientifiques (mathématiques, physique et sciences naturelles) en langue française. Le même responsable a justifié sa proposition par les difficultés que rencontrent les étudiants de la première année universitaire en matière de langues étrangères. Par ailleurs, le conseiller au ministère de l'Éducation a fait savoir que toutes ces réformes seront mises en place d'une manière graduelle et s'étaleront jusqu'à 2020, sauf l'évaluation continue qui peut être, selon lui, introduite, dès la prochaine année, pour les classes terminales. Il est utile de souligner que, selon la ministre de la tutelle, Nouria Benghebrit, les décisions finales concernant la refonte de cet examen, seront prises au niveau du conseil des ministres.

Samira Saïdj

Prévue en septembre prochain

Visite d'experts et hommes d'affaires hongrois en Algérie

L'ambassadrice de la Hongrie en Algérie, Helga Katalin Pritz, a annoncé mardi à Tissemsilt, la visite d'experts et hommes d'affaires hongrois en Algérie en septembre prochain, dans le but de renforcer le partenariat économique. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la coopération bilatérale permanente visant l'échange d'expériences entre experts, homme d'affaires hongrois et leurs homologues algériens, a souligné Mme Pritz lors d'un point de presse en marge de sa visite dans la wilaya. Elle a affirmé qu'un grand intérêt est affiché par des hommes d'affaires hongrois pour l'investissement en Algérie, notamment dans le domaine touristique et hydraulique (assainissement). L'ambassadrice a souligné que la coopération permanente entre l'Algérie et la Hongrie avait donné des résultats positifs dans plusieurs domaines économiques dont l'agriculture, l'hydraulique, le tourisme et la santé. Elle a également fait savoir que des entretiens avaient eu lieu entre les gouvernements algérien et hongrois pour échanger les expériences dans le domaine touristique. Mme Pritz a, par ailleurs, fait part de la venue d'experts hongrois dans divers domaines dont le tourisme, l'agriculture, les forêts dans la wilaya de Tissemsilt pour connaître les potentialités d'investissement dont dispose la région. Elle a également souligné que la wilaya de Tissemsilt recelait des richesses naturelles attractives pour l'investissement, à l'instar du parc national des cèdres de Theniet El Had. D'autre part, l'ambassadrice hongroise a exprimé son approbation à la proposition des autorités de wilaya d'organiser une semaine culturelle hongroise à Tissemsilt. En outre, Mme Pritz a signalé, dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de clôture de l'année universitaire, que les universités hongroises peuvent échanger la connaissance et le savoir avec des étudiants et enseignants du centre universitaire de Tissemsilt, appelant les responsables à réfléchir à un jumelage avec des universités de Hongrie pour renforcer la coopération scientifique et académique.

POURSUITE DE LA FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
**DES ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES RÉCLAMENT
L'APPLICATION DU DÉCRET EXÉCUTIF** P.05

Poursuite de la formation
doctorale en sciences

**Des étudiants universitaires
réclament l'application
du décret exécutif**

Une cinquantaine d'étudiants universitaires ont observé mardi un sit-in devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour réclamer l'application du décret exécutif relatif à la poursuite de la formation doctorale (ancien système) en sciences pour les titulaires d'un diplôme de magister. Les étudiants protestataires ont appelé la tutelle à "ne pas appliquer les dispositions de l'arrêté ministériel 547 du 2 juillet 2016 aux étudiants titulaires d'un diplôme de magister", arguant que le texte en question "est venu régir le doctorat dans le cadre du nouveau système". Les étudiants ont dénoncé "une tentative de faire passer les politiques du nouveau système au détriment des étudiants inscrits au titre de l'ancien système et qui sont régis par des lois et décrets en vigueur depuis des années". Par ailleurs, le ministère a précisé à l'APS par la voix du conseiller auprès du ministre, chargé des relations avec les partenaires sociaux, Seghour Saïd, que des rencontres avaient été tenues avec les représentants des protestataires en vue d'expliquer la vision de la tutelle notamment pour ce qui est de la mise en oeuvre de l'arrêté ministériel 547. Il a indiqué dans ce sens que le ministère avait demandé aux représentants des étudiants d'établir une plateforme de revendications afin de "pouvoir les examiner et les prendre en charge". Il a ajouté que le ministère avait décidé d'unifier le système du doctorat à l'instar des autres pays car il est inconcevable, a-t-il dit, de "délivrer trois types de doctorat, d'autant plus tous ces types se valent en matière de valeur scientifique et administrative". Le même responsable indiqué également que l'unification du système de doctorat s'inscrit dans le cadre de recommandations issues de la conférence nationale de l'université tenue cette année. Il s'agit d'un engagement que le ministère tend à honorer", a-t-il soutenu.

Sellal à Oum El Bouaghi

Les réserves de change ne baisseront pas sous les 100 milliards de dollars

C'est chez les Chaouias que Abdelmalek Sellal a choisi jeudi de faire le point sur l'emprunt obligataire, la liberté de la presse et rappeler l'Algérie au bon souvenir du grand Aïssa El Djarmouni.

De notre envoyée spéciale à Oum El Bouaghi: Ghania Oukazi



«NE TOUCHEZ PAS AUX INSTITUTIONS DE L'ETAT»

A Hamlia, Sellal renouera avec ses anciennes amours et inspectera les transferts du barrage de Beni Haroun-Oukiss-Koudiet El Medouer au niveau de la station de pompage de Aïn Kercha. «Il faut lancer les études pour faire arriver l'eau au sud de Khenchela, à Biskra, à Aïn Toula (...) puisque Beni Haroun est toujours rempli», demandera-t-il avec insistance. Il inspectera en fin de journée la mise en service du transfert des eaux du barrage de Beni Haroun vers la wilaya de Batna au niveau du barrage de Koudiet El Medouer. Il pense ainsi permettre le développement de l'agriculture et assurer l'approvisionnement quotidien en eau potable dans plusieurs wilayas. «Quand il y

aura de l'argent dans deux ou trois ans, l'eau sera assurée dans toute la région», prévoit-il. Il s'agit, selon des cadres du secteur, de réaliser des transferts à partir de Beni Haroun pour approvisionner Khenchela (sud), Oum El Bouaghi, la vallée de Ouled Abid, Biskra, Batna..., avec en prime réaliser une agriculture intensive en irriguée sur 42.000 hectares.

Le 1^{er} ministre fera un saut à l'institut des sports «Larbi Tebessi» et à un établissement hospitalier privé à Aïn Beïda. A son inauguration d'une résidence universitaire pour jeunes filles dans la même localité, après sa visite de l'université, il rappellera que «pour la première fois, l'Algérie enregistre un taux élevé de réussite au baccalauréat dans la filière mathématiques». Actualités de mises sous «haute» tension du secteur de la presse obligent, il liera même l'université à la liberté de la presse pour noter que «je m'adresse aux journalistes professionnels, la presse est libre, mais ne touchez pas aux institutions de

l'Etat et aux valeurs de la société, la diffamation, l'insulte et l'injure, ne sont pas dans nos traditions, l'université doit former les générations futures sur cette base, le respect des institutions est primordial, il faut arrêter de les diffamer et de les insulter». Les habitants de Aïn Beïda l'accueilleront avec ferveur et lui demanderont d'ériger leur localité en «wilaya».

Sellal a exigé du maire d'Oum El Bouaghi de retrouver la tombe de Aïssa El Djarmouni, le grand maître de la «aïta El Aurassie» qui a été lancée même à partir de l'Olympia de Paris dans les années 40. Il a exhorté les autorités locales de la région à créer la fondation El Djarmouni «pour récupérer tout le patrimoine de l'artiste et le faire connaître aux générations futures».

Sa halte au siège de la wilaya d'Oum El Bouaghi, à l'heure du déjeuner, lui a permis d'honorer les doyens de la région entre autres une vieille dame de 116 ans et un moudjahid de 107 ans.

L'université ouvre ses portes aux nouveaux bacheliers ce dimanche

S. M.

Des 'portes ouvertes' sur les pré-inscriptions des nouveaux bacheliers seront organisées, à partir de ce dimanche, dans les universités de la ville, pour orienter les futurs étudiants et faire connaître, au public intéressé, les offres de formation dans les différents paliers du système de l'Enseignement supérieur : Licence, Master et Doctorat ainsi que les débouchés auxquels ils peuvent donner lieu.

L'université d'Oran 2 'Ahmed Ben Ahmed' annonce ainsi des 'portes ouvertes' les 17, 18 et 19 juillet, en cours, pour aider les nouveaux bacheliers à faire le meilleur choix et choisir une filière adaptée à leurs moyennes et capacités. L'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran 'Mohamed Boudiaf' organise, aussi, des 'portes ouvertes' avec la participation du Conseil Consultatif des Etudiants, pour la 2^{ème} année consécutive. Des professeurs, étudiants, diplômés actifs, seront présents pour répondre à toutes les questions des bacheliers. Trente enseignants et responsables pédagogiques et 20 agents d'accueil sont réquisitionnés pour assurer les 'portes ouvertes' à l'USTOMB (informations sur les formations, sur les laboratoires de recherche, sur les débouchés, l'aide aux choix des domaines pour les fiches de vœux, en fonction des séries de Bac et les moyennes, ...).

Une cinquantaine d'agents de saisie ont été formés sur le nouveau



logiciel 'PROGRES' pour les inscriptions en ligne. Deux espaces Internet sont réservés dans cet établissement universitaire pour les saisies en ligne des fiches de vœux avec tous les équipements nécessaires (50 micro-ordinateurs, onduleurs, groupes électrogènes, scanners, appareils photos, imprimantes, cartes magnétiques, ...).

Les pré-inscriptions universitaires, pour les futurs bacheliers, se dérouleront, cette année, du 19 au 21 juillet en cours. Les bacheliers seront appelés à remplir en ligne une fiche de vœux, selon la moyenne et le choix de chacun. Les fiches de vœux seront disponibles sur les sites Internet, mis en ligne par le ministère de

tutelle. La confirmation des pré-inscriptions aura lieu du 22 au 24 juillet. La période des affectations et des recours en ligne est fixée du 31 juillet au 02 août prochains.

La période de déroulement des concours, tests d'aptitudes et entretiens avec un jury pour les filières concernées se déroulera du 31 juillet au 02 août, et en cas d'échec aux tests, la réorientation des bacheliers se fera 72 heures avant la clôture des inscriptions. La pré-inscription, l'orientation et le recours des nouveaux bacheliers se font, exclusivement, en ligne. Les inscriptions définitives ont été fixées, cette année du 04 au 09 août 2016 (dépôts de dossiers).

Jusqu' à 60% d'échec en 1^{ère} année universitaire

Des pédagogues et des universitaires ont présenté jeudi à Alger des propositions pour la réforme du baccalauréat, à la lumière d'une série de rencontres avec l'ensemble des institutions et partenaires sociaux.

R. N.

Lors d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, le recteur de l'université de Boumerdès, Abdelhakim Bentellis, a proposé la réduction de la durée des épreuves à moins de cinq jours pour atténuer la pression psychologique que subissent les candidats et leurs familles. Il a estimé que «la durée du baccalauréat algérien est la plus longue», proposant, en outre, d'organiser les examens des matières littéraires durant la deuxième année secondaire ou l'examen oral pour certaines matières, notamment littéraires et d'habituer l'élève à faire des recherches.

Le directeur général de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhafid Aourag, a mis l'accent sur les difficultés que rencontrent les étudiants de la première année universitaire en matière de langues étrangères, préconisant l'enseignement des matières scientifiques (mathématiques, physique et sciences naturelles) en langue française d'autant, dit-il, que la plupart des ouvrages disponibles sont en langue étrangère.

Pour l'inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale, Nedjadi Messeguem, il y a la nécessité de revoir le contenu des programmes du baccalauréat. Alors que le conseiller au ministère de l'Éducation nationale, Mohamed Chaïb Draa Tani, a indiqué que la tutelle a dégagé six propositions, allant de la réforme graduelle du baccalauréat et l'introduction de l'évaluation continue à la réduction de la durée de l'examen. Parmi ces propositions : le maintien de l'examen tel quel en amendant uniquement la programmation, la réduction de la durée à trois jours pour les matières essentielles, l'organisation d'une session en deuxième année secondaire et d'une autre en classe de terminale. Selon M. Chaïb Draa Tani, les réformes seront graduelles et s'étaleront jusqu'à 2020. Pour lui, l'évaluation continue peut être introduite dès l'année prochaine pour les classes de terminale. Il a indiqué dans ce contexte que la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrit, annoncera prochainement toutes les propositions et changements relatifs à cet examen. A noter que trois ateliers ont été constitués entre les deux ministères, le premier sur «la refonte du baccalauréat», le deuxième sur «la conception et l'élaboration des sujets» et le troisième sur «l'évaluation continue et autres innovations».

UNE NOUVELLE CONCEPTION DU BACCALAURÉAT

Lors de ces débats il a été également question du taux d'échec en première année universitaire qui atteint 50% à 60% dans certaines spécialités, a indiqué le secrétaire général du MESRS, Seddiki Mohamed Salah Eddine. «Le taux d'échec en première année universitaire est élevé dans certaines universités et varie entre 50% et 60%, et ce en raison de la mauvaise orientation», a-t-il dit. Les sciences technologiques, ajoute le même responsable, figurent parmi les spécialités qui enregistrent le plus grand taux d'échec en première année.

Par ailleurs, l'analyse montre que l'examen du baccalauréat «ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire», a estimé le responsable pour qui la note du baccalauréat doit correspondre à l'orientation en comptabilisant par exemple les notes des matières essentielles. Expliquant l'intérêt de la rencontre qui regroupe des experts des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de l'Éducation nationale, M. Seddiki affirme qu'elle vise à «améliorer le système d'évaluation du baccalauréat partant d'une vision globale du système des examens nationaux et officiels». Il s'agit, dit-il, d'engager «une réflexion pour une nouvelle conception du baccalauréat, la rationalisation de son organisation, le renouvellement des méthodes d'élaboration des examens et le renforcement de la formation des formateurs spécialisés dans la préparation des examens peuvent constituer les premiers pas de la réforme globale du cycle d'enseignement secondaire».

La refonte du baccalauréat doit «avoir une approche globale, une démarche participative», a-t-il souligné. «La réforme du baccalauréat ne doit pas être considérée comme étant une fin en soi mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et renforcer leurs connaissances». «Les efforts déployés à moyen terme pour la refonte et l'amélioration de cet examen doivent se concentrer sur le ciblage des connaissances à évaluer chez l'élève, outre la nécessité de faire la distinction entre les différentes branches, en réajustant les matières d'examen dans chaque branche et en s'assurant que chaque coefficient est établi suivant la nature et les caractéristiques de la branche», a indiqué M. Seddiki. Le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a annoncé que la refonte du baccalauréat inclura «la révision de l'organisation, du fonctionnement et des prérogatives de l'Office national des examens et des concours (ONEC), étant un organe technique et exécutif chargé de l'organisation de cet examen, pour devenir «une véritable institution capable de préparer le baccalauréat».

La réussite ne progresse pas chez les étudiants

Université : 60% de taux d'échec en première année

Page 24

La réussite ne progresse pas chez les étudiants

Université : 60% de taux d'échec en première année

■ *La première année à l'université est celle où le risque d'échec est particulièrement important. Au final, seulement 40% des étudiants inscrits pour la première fois, réussissent à passer le premier obstacle. Le taux d'échec en Algérie est de l'ordre de 60%, selon le département de Tahar Hadjar.*

Par Louiza Ait Ramdane

L'échec à l'université concerne principalement la première année après le baccalauréat dans l'enseignement supérieur. Il peut résulter d'une mauvaise orientation, mais aussi d'une difficulté à s'adapter à un nouveau contexte différent de celui du lycée. En effet, le taux de réussite en première année à l'université a toujours été le talon d'Achille des études à l'université : seulement 40% des inscrits en première année obtiennent leur licence en temps prévu. Le taux d'échec en première année est «élevé» dans certaines universités. Le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Seddiki Mohamed Salah Eddine, confirme cette réalité. Selon lui, le taux d'échec en première année universitaire est «élevé» dans certaines universités et varie entre 50% et 60%, et

ce, en raison de la mauvaise orientation.

La faiblesse des taux de réussite se situe notamment pour certaines spécialités : les sciences technologiques figurent parmi les spécialités qui enregistrent le plus grand taux d'échec en première année dans nombre d'universités, a-t-il relevé.

L'analyse montre que l'examen du baccalauréat «ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire», estime le responsable en marge d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, pour qui la note du baccalauréat doit correspondre à l'orientation en comptabilisant par exemple les notes des matières essentielles. La même source signale que la rencontre qui regroupe des experts des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de l'Education nationale constitue «un jalon supplémentaire» pour développer le système éducatif et améliorer sa performance et son rendement de façon à répondre aux normes scientifiques et pédagogiques. Il a précisé que cette rencontre vise à «améliorer le système d'évaluation du baccalauréat partant d'une vision globale du système des examens nationaux et officiels». Le responsable de l'enseignement supérieur, estime que «l'engagement d'une réflexion pour une nouvelle conception du baccalauréat, la rationalisation de son organisation, le renouvellement des méthodes d'élaboration

des examens et le renforcement de la formation des formateurs spécialisés dans la préparation des examens peuvent constituer les premiers pas de la réforme globale du cycle d'enseignement secondaire». La refonte du baccalauréat doit avoir une approche globale, une démarche participative, souligne-t-il. «La réforme du baccalauréat ne doit pas être considérée comme étant une fin en soi mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et renforcer leurs connaissances». «Les efforts déployés à moyen terme pour la refonte et l'amélioration de cet examen doivent se concentrer sur le ciblage des connaissances à évaluer chez l'élève, outre la nécessité de faire la distinction entre les différentes branches, en réajustant les matières d'examen dans chaque branche et en s'assurant que chaque coefficient est établi suivant la nature et les caractéristiques de la branche», indique M. Sediki. Le secrétaire général du ministère de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, affirme pour sa part que le dossier de la réforme du baccalauréat, qui est en phase d'examen, sera soumis à d'autres parties qui prendront «des décisions souveraines». La refonte de l'examen du baccalauréat est dictée par «la volonté de l'Etat, de la société et des autorités publiques de le hisser à de plus hauts niveaux», estime le même responsable.

L. A. R.

Oum El Bouaghi

Sellal annonce la création de la fondation Aissa-Djermouni

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a annoncé à Aïn Beïda (Oum El Bouaghi) la création de la fondation Aissa-Djermouni. Au cours de l'inauguration de la résidence universitaire 500 lits, M. Sellal a annoncé qu'une aide financière de l'ordre d'un million de dinars est octroyée par l'Onda (Office national des droits d'auteur et droits voisins) pour la création de cette fondation, appelant notables de

la ville et responsables à participer à faire émerger «*un pan du patrimoine musical du défunt artiste*».

Le Premier ministre, a dans ce contexte, ajouté qu'un soutien et un accompagnement seront accordés à la fondation Aissa-Djermouni. Soulignant l'importance de «*déterrer*» des repères identitaires du patrimoine culturel, M. Sellal a cité le poète El Hani Benguenoun de Mascara,

parolier de l'immortelle chanson du malouf «*Ya Dhalma*» et l'importance de valoriser un patrimoine, héritage de la nation.

Auparavant, le Premier ministre, à son passage à l'université Larbi-Ben M'hidi où il a inauguré l'institut des sports, a qualifié le défunt artiste Aissa Djermouni de «*sommité*» dont le répertoire et le parcours méritent d'être valorisés.

F.H.

Austérité et crise financière

Les assurances du Premier ministre

→ Depuis deux ans que la crise financière a frappé, l'Algérie, pays qui s'est, pendant de longues années, accoudé sur les revenus des recettes pétrolières, s'est retrouvée face au défi d'établir une économie diversifiée et hors hydrocarbures. Cependant, il est impossible de réaliser cet objectif en une période très courte, et pour ce faire le gouvernement est obligé de contrôler les dépenses, les diminuer le temps d'arriver à son objectif.



Création de la fondation Aissa Djermouni

Au cours de l'inauguration de la résidence universitaire de 500 lits, M. Sellal a annoncé qu'une aide financière de l'ordre d'un million de dinars est octroyée par l'Onda (Office national des droits d'auteurs et droits voisins) pour la création de cette fondation, appelant notables de la ville et responsables à participer à faire émerger «un pan du patrimoine musical du défunt artiste». Soulignant l'importance de «déterrer» des repères identitaires du patrimoine culturel, M. Sellal a cité le poète El-Hani Benguenoun de Mascara, parolier de l'immortelle chanson du malouf «Ya Dhalma» et l'importance de valoriser un patrimoine, héritage de la nation.

Auparavant le Premier ministre, à son passage à l'université Larbi-Ben-M'hidi où il a inauguré l'institut des sports, a qualifié le défunt artiste Aissa Djermouni de «sommité» dont le répertoire et le parcours méritent d'être valorisés.

A.K/Agence

La satisfaction de Abdelmalek Sellal



➔ Dans le cadre de ses visites de travail et d'inspection, le Premier ministre Abdelmalek Sellal accompagné d'une importante délégation ministérielle s'est rendu, jeudi dernier, dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi qui est située dans la région nord-est de l'Algérie dans les Hauts-Plateaux est à 500 km de la capitale.

La superficie de la wilaya qui regroupe 12 daïras et 29 communes est de 6 187 56 km² dont 63,8% comme zone de plaine qui singularise par le développement des terres agricoles fertiles, 18,9% constitue principalement de pâturages et 17,3% les montagnes qui limitent la région nord. La première étape de Sellal fut le projet de la cimenterie implantée dans la ville de Sigus située à 50 kilomètres au nord-ouest du chef-lieu de la wilaya d'Oum El-Bouaghi où il a donné le coup d'envoi du lancement des travaux pour la réalisation de ce projet d'envergure qui a nécessité une enveloppe globale de 51 milliards de dinars avec une capacité de 2 200 000 tonnes par an et qui va générer 450 emplois permanents dont 70 cadres et 2 000 autres emplois indirects, a été confié à la société Thyssenkrupp Industrial Solutions France (SAS). Cette future entreprise qui sera achevée dans un délai de 31 mois sera mise en production de fin de l'année 2018,

permettra par la même d'approvisionner en ciment 7 wilayas de l'Est algérien (Mila, Khenchela, Souk Ahras et Guelma, Constantine, Batna et Tébessa). Dans le cadre d'accompagnement et d'encouragement des investisseurs, Abdelmalek Sellal s'est rendu ensuite dans la commune d'Ouled Hamla relevant de la daïra d'Aïn M'illa située à l'ouest de la wilaya d'Oum El-Bouaghi où il a procédé à l'inauguration d'une laiterie privée d'une superficie de 7 700 m² dont 1 800 m² bâtis qui comporte 2 chaînes de production de lait pasteurisé avec une capacité totale installée de 70 000 litres par jour, pour un montant de 242 000 000 DA en autofinancement avec projet d'extension d'élevage pour l'acquisition de 500 vaches laitières d'ici la fin de l'année 2017 et ce, pour arriver à l'autosuffisance en matière de production laitière et pour que l'Algérie n'importera plus de poudre de lait dès 2019, a déclaré M. Sellal. La même commune a bénéficié d'un projet de périmètre d'irrigation de 2 274 hectares. Ce projet une fois livré permettra de développer les périmètres d'irrigation de la région, d'augmenter les rendements des cultures et la production agricole. Le Premier ministre s'est ensuite dirigé dans la commune d'Ouled Gacem où il a procédé à l'inauguration d'une unité privée de fabrication gants chirurgicaux, entité unique en son genre sur le plan national, africain et européen avec une capacité annuelle de production de 400 000

gants médicaux en latex dont 50 000 paires de gants stériles. Dans cette unité, le Premier ministre, qui a assisté au premier chargement d'exportation de gants vers l'Espagne, a recommandé au propriétaire de cette entreprise de cibler les pays africains en matière d'exportation. Saisissant cette occasion, Abdelmalek Sellal a demandé aux grands commerçants de pièces de rechange des villes d'Aïn Fakroun, Aïn Kercha et Aïn M'illa à investir dans l'industrie au lieu d'importer. Toujours dans la partie ouest de la wilaya d'Oum El-Bouaghi, M. Sellal, qui s'est rendu dans la commune d'El-Hammila relevant de la daïra d'Aïn Kercha, a procédé à l'inauguration du bassin de la station pompage. Cette station, qui alimentera le barrage Oukris implanté dans la ville d'Aïn Fakroun et qui connaît un taux d'avancement de 34% est destinée à l'AEP des villes d'Aïn Beïda, Aïn M'illa, Aïn Kercha, Aïn Fakroun et Oum El-Bouaghi (37 hectomètres cubes par an) pour une population de 600 000 habitants ainsi que l'irrigation de la plaine de Chenora dans la wilaya de Batna (17000 hectares). Le tout se fera à partir du grand complexe du siècle de Béné Haroun qui a coûté à l'État 4 milliards de dollars. Ce grand complexe alimentera six wilayas en occurrence Mila, Constantine, Khenchela, Jijel, Batna et Oum El-Bouaghi. Au chef-lieu de wilaya, Abdelmalek Sellal a inauguré un institut de 1 000 places pédagogiques y compris les installations sportives, qui a nécessité un coup global de 745.890.285, 62 DA. Le

Premier ministre a inspecté le théâtre de verdure dont une enveloppe financière de 427.645, 603,63 lui a été mobilisée, et qui a atteint jusque-là 60% du taux de réalisation. Sellal a affirmé que cette infrastructure culturelle est très importante et une fois livrée, il faut la bien gérer tout en s'ouvrant sur les activités culturelles des associations, artistes... etc., pour offrir les loisirs nécessaires à la jeunesse. Au niveau de la résidence II de la wilaya, Abdelmalek Sellal n'a pas manqué d'honorer la doyenne Hadj Fatma Bou âgée de 116 ans ainsi que El Hadj Miloud Bechoua (moudjahid âgé de 100 ans). Enfin le Premier ministre a accompagné de haut ministres, accompagnés par l'insigne de la résidence universitaire de 900 lits, inaugurés au sein de l'Université d'Aïn Beïda ainsi qu'un établissement hospitalier privé El-Arruj d'Aïn Beïda de 24 lits. Le Premier ministre a déclaré que les réserves de change de l'Algérie ne doivent en aucun cas baisser de 100 milliards de dollars en 2019. Il a également fait savoir que malgré la crise qui sévit depuis 2 ans, nous maîtrisons l'économie, d'ailleurs aucune entreprise n'a été fermée. En outre, il a souligné qu'aucun problème ne se pose avec la presse et il n'y a aucun journaliste incarcéré, cependant les journalistes sont tenus de respecter l'éthique et les institutions. A noter que le Premier ministre accompagné d'une forte délégation a été accueilli chaleureusement dans les villes où il s'est rendu.

A. Remadhe

Des propositions pour la refonte du baccalauréat

Des pédagogues et des universitaires ont présenté, jeudi à Alger, des propositions pour la réforme du baccalauréat, à la lumière d'une série de rencontres avec l'ensemble des institutions et partenaires sociaux. Lors d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, le recteur de l'université de Boumerdès, Abdelhakim Bentellis, a proposé la réduction de la durée des épreuves à moins de cinq jours pour atténuer la pression psychologique que subissent les candidats et leurs familles, d'autant plus, a-t-il dit, que la durée du baccalauréat algérien est la plus longue. Il a proposé, en outre, d'organiser les examens des matières littéraires durant la deuxième année secondaire ou l'examen oral pour certaines matières, notamment littéraires et d'habituer l'élève à faire des recherches. De son côté, le directeur général de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhafid Aourag, a mis l'accent sur les difficultés que rencontrent les étudiants de la première année universitaire en matière de langues étrangères, préconisant l'enseignement des matières scientifiques (mathématiques, physique et science naturelle) en langue française d'autant que la plupart des ouvrages disponibles sont en langues étrangères.

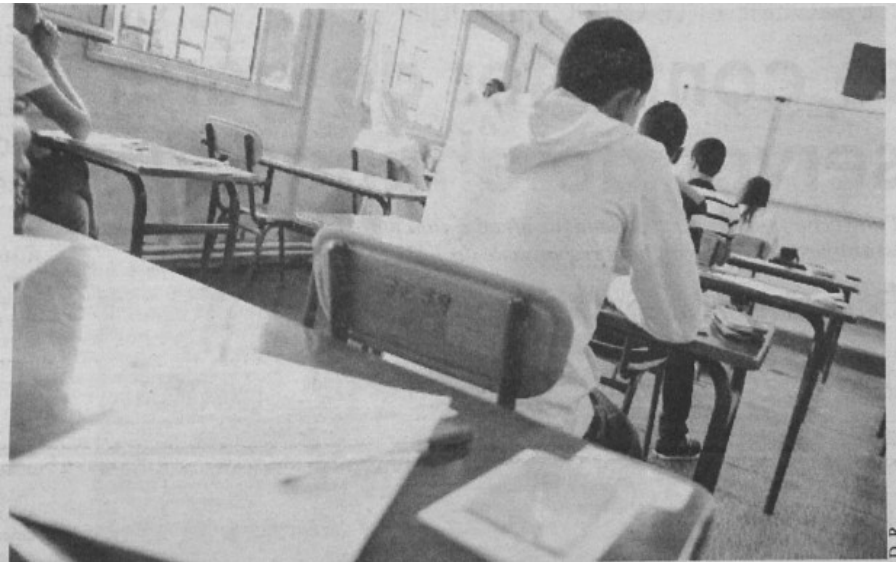
Agence

REFONTE DU BAC

Une mise à niveau qui s'étalera jusqu'en 2020

Vivement recommandée pour revaloriser l'image ternie de cet examen, la réforme du baccalauréat s'installe avec des propositions qui se concrétiseront dès la prochaine rentrée scolaire et d'autres attendues pour les années à venir.

«**LES RÉFORMES** seront graduelles et s'étaleront jusqu'en 2020», a affirmé, jeudi à Alger, Mohamed Chaïb Draa Tani, conseiller au niveau du ministère de l'Éducation nationale, lors de l'atelier national sur la refonte du baccalauréat auquel ont pris part des acteurs du secteur dont des pédagogues et des universitaires. L'élan réformateur initié par la ministre du secteur, Nouria Benghebrit, a été prôné par les participants, qui ont exprimé leurs points de vue et formulé des propositions. Ces dernières vont du maintien de l'examen en amendant uniquement la programmation, la réduction du nombre de jours à trois pour les matières essentielles, alors que d'autres ajoutent l'introduction d'une épreuve de langue française ou anglaise. D'autres par contre plaident pour l'organisation d'une session en deuxième année secondaire et d'une autre en classe de terminale. C'est ce qu'a fait savoir le même responsable, tout en indiquant que «*la tutelle a dégagé six propositions, allant de la réforme graduelle du baccalauréat et l'introduction de l'évaluation continue, à la réduction de la durée de l'examen*». La réduction du nombre de jours d'examen en passant de 5 à 3, figure parmi les hypothèses ayant fait l'objet d'un accord total. La longévité et l'état psychologique des candidats pendant cette période, des handicaps auxquels il faut remédier par le raccourcissement de la durée de l'examen. C'est ce que soutient,



d'ailleurs, Abdelhakim Bentellis, recteur de l'université de Boumerdès, qui a mis l'accent sur la nécessité de réduire la durée des épreuves à moins de cinq jours pour atténuer la pression psychologique que subissent les candidats et leurs familles, d'autant plus, a-t-il dit, que la durée du baccalauréat algérien est la plus longue.

Retour à la fiche de synthèse...

Enseigner les matières scientifiques (mathématiques, physique et sciences naturelles) en français était la suggestion formulée par le directeur général de la recher-

che au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhamid Aourag. Selon ce dernier, les difficultés rencontrées lors de la première année universitaire en matière de langues étrangères, d'autant que la plupart des ouvrages disponibles sont en langue étrangère, imposent la langue d'enseignement pour ces matières. Pour sa part, l'inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale, Nedjadi Messeguem, a plaidé pour la révision du contenu des programmes du baccalauréat. Alors que certains souhaitent qu'elle sera introduite à partir de la 2^e année secondaire, l'évaluation

continue ou la fiche de synthèse touchant toutes les matières serait prise en considération des l'année prochaine pour les classes de terminale, d'après Chaïb Draa Tani. Avant qu'ils soient soumis au Conseil des ministres afin de les approuver, ces propositions et changements seront annoncés prochainement par la ministre de l'Éducation nationale. Il est à noter que trois ateliers ont été constitués entre les deux ministères, le premier sur «La refonte du baccalauréat», le deuxième sur «La conception et l'élaboration des sujets» et le troisième sur «L'évaluation continue et autres innovations».

Karima Adjemout

Selon le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur

60% de taux d'échec en première année universitaire

Le taux d'échec en première année universitaire dans certaines spécialités atteint 50% à 60%, a indiqué à Alger le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Seddiki Mohamed Salah Eddine. «Le taux d'échec en première année universitaire est +élevé+ dans certaines universités et varie entre 50% et 60%, et ce en raison de la mauvaise orientation», a déclaré M. Seddiki en marge d'un atelier national sur «la refonte du baccalauréat». Les sciences technologiques figurent parmi les spécialités qui enregistrent le plus grand taux d'échec en première année dans nombre d'universités, a-t-il relevé. L'analyse montre que l'examen du baccalauréat «ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire», a estimé le responsable pour qui la note du baccalauréat doit correspondre à l'orientation en comptabilisant par exemple les notes des matières essentielles. Dans son intervention, M. Seddiki a souligné que la rencontre qui regroupe des experts des ministères de l'Enseignement supérieur et de la recherche

scientifique et de l'Education nationale constitue «un jalon supplémentaire» pour développer le système éducatif et améliorer sa performance et son rendement de façon à répondre aux normes scientifiques et pédagogiques. Il a précisé que cette rencontre vise à «améliorer le système d'évaluation du baccalauréat partant d'une vision globale du système des examens nationaux et officiels». M. Seddiki estime que «l'engagement d'une réflexion pour une nouvelle conception du baccalauréat, la rationalisation de son organisation, le renouvellement des méthodes d'élaboration des examens et le renforcement de la formation des formateurs spécialisés dans la préparation des examens peuvent constituer les premiers pas de la réforme globale du cycle d'enseignement secondaire». La refonte du baccalauréat doit «avoir une approche globale, une démarche participative», a-t-il souligné. «La réforme du baccalauréat ne doit pas être considérée comme étant une fin en soi mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compé-

tences des bacheliers et renforcer leurs connaissances». «Les efforts déployés à moyen terme pour la refonte et l'amélioration de cet examen doivent se concentrer sur le ciblage des connaissances à évaluer chez l'élève, outre la nécessité de faire la distinction entre les différentes branches, en réajustant les matières d'examen dans chaque branche et en s'assurant que chaque coefficient est établi suivant la nature et les caractéristiques de la branche», a indiqué M. Seddiki. Le secrétaire général du ministère de l'éducation nationale, Abdelhakim Belabed a affirmé que le dossier de la réforme du baccalauréat, qui est en phase d'examen, sera soumis à d'autres parties qui prendront «des décisions souveraines». Les conclusions issues des différentes rencontres organisées seront ensuite présentées à des experts puis au gouvernement et au Conseil des ministres, qui est habilité à trancher cette question avec «professionnalisme et objectivité», a-t-il indiqué. Il a cité à cet effet les ateliers installés depuis une année, au niveau du

ministère de l'éducation, en vue de procéder à la refonte de cet examen, avec la contribution des partenaires sociaux (syndicats, associations et parents d'élèves) en vue de leur permettre de donner leurs avis. La refonte de l'examen du baccalauréat est dictée par «la volonté de l'Etat, de la société et des autorités publiques de le hisser à de plus hauts niveaux», a estimé M. Belabed. Il a rappelé les points qui font polémique notamment «la durée de l'examen du baccalauréat, qui est actuellement de cinq jours, la prise en compte des évaluations continues et la refonte de cet examen», citant les péripéties enregistrées lors de la session 2016 avec la fuite de certains sujets, d'où la nécessité de la refonte de cet examen. La refonte du baccalauréat inclura «la révision de l'organisation, du fonctionnement et des prérogatives de l'Office national des examens et des concours (ONEC), étant un organe technique et exécutif chargé de l'organisation de cet examen, pour devenir «une véritable institution capable de préparer le baccalauréat».

Des experts et pédagogues présentent des propositions pour la refonte du baccalauréat

Des pédagogues et des universitaires ont présenté jeudi à Alger des propositions pour la réforme du baccalauréat, à la lumière d'une série de rencontres avec l'ensemble des institutions et partenaires sociaux. Lors d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, le recteur de l'université de Boumerdes, Abdelhakim Bentellis a proposé la réduction de la durée des épreuves à moins de cinq jours pour atténuer la pression psychologique que subissent les candidats et leurs familles, d'autant plus, a-t-il dit, que la durée du baccalau-

réat algérien est la plus longue. Il a proposé, en outre, d'organiser les examens des matières littéraires durant la deuxième année secondaire ou l'examen oral pour certaines matières, notamment littéraires et d'habituer l'élève à faire des recherches. De son côté, le directeur général de la recherche au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelhafid Aourag, a mis l'accent sur les difficultés que rencontrent les étudiants de la première année universitaire en matière de langues étrangères, préconisant

l'enseignement des matières scientifiques (mathématiques, physique et science naturelle) en langue française d'autant que plus d'ouvrages disponibles sont en langue étrangère. Par ailleurs, l'inspecteur général du ministère de l'éducation nationale, Nedjadi Messeguem, a souligné la nécessité de revoir le contenu des programmes du baccalauréat. Pour sa part, le conseiller au ministère de l'éducation nationale, Mohamed Chaib Draa Tani a indiqué que la tutelle a dégagé six propositions, allant de la réforme graduelle du baccalauréat et l'introduction de

l'évaluation continue à la réduction de la durée de l'examen. Les propositions formulées dans le cadre cette démarche vont, a-t-il indiqué, du maintien de l'examen tel quel en amendement uniquement le programmation, à la réduction du nombre de jours à trois pour les matières essentielles, alors que d'autres ajoutent l'introduction d'une épreuve de langue française ou anglaise, à l'organisation d'une session en deuxième année secondaire et d'une autre en classe de terminale. Selon M. Chaib Draa Tani, les réformes seront graduelles et s'étaleront

jusqu'à 2020, ajoutant que l'évaluation continue peut être introduite dès l'année prochaine pour les classes de terminale. Il a indiqué dans ce contexte que le ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, annoncera prochainement toutes les propositions et changements relatifs à cet examen. Trois ateliers ont été constitués entre les deux ministères, le premier sur «la refonte du baccalauréat», le deuxième sur «la conception et l'élaboration des sujets» et le troisième sur «l'évaluation continue et autres innovations».

L'onde d'échec

Par

Hassan Gherab

BEAUCOUP ont déploré la «faiblesse» du taux de réussite au bac-2016 qui n'a pas atteint les 50%. On parlera d'échec du système éducatif, de mauvais résultats et de recul, en égratignant au passage la ministre de l'Education, qui, en fait, est la véritable cible. Mais dans leur aveuglement, ces commentateurs ont perdu de vue un point important : la qualité et le niveau que doit avoir le Bac. Le ministère de l'Enseignement supérieur indique que le taux d'échec en première année universitaire dans certaines spécialités atteint 50 à 60%. «L'analyse montre que l'examen du baccalauréat ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire», a indiqué le secrétaire général de ce ministère. Autrement dit, le Bac a, jusque-là, été un mauvais indicateur du niveau réel des élèves, d'où la nécessité de revenir à la qualité au lieu de privilégier la quantité et les grands taux de réussite. Et ce retour à la qualité passe par la révision totale du système éducatif et de l'examen du Bac. «La réforme du baccalauréat ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et renforcer leurs connaissances [...]. Les efforts déployés à moyen terme pour la refonte et l'amélioration de cet examen doivent se concentrer sur le ciblage des connaissances à évaluer chez l'élève, outre la nécessité de faire la distinction entre les différentes branches, en réajustant les matières d'examen dans chaque branche et en s'assurant que chaque coefficient est établi suivant la nature et les caractéristiques de la branche», dira, à juste titre, le responsable. C'est ce chantier qui vient d'être lancé. Mais au lieu d'être soutenue, cette nouvelle politique a reçu les plus fortes oppositions et les critiques les plus acerbes, souvent par ceux-là mêmes qui sont censés en être les premiers artisans. Pourtant, les chiffres sont là pour dire la continuelle baisse du niveau de l'école, des enseignants et, par conséquent, des élèves. Et si l'enseignement privé et les cours particuliers ont la cote, c'est bien parce que l'école publique a complètement failli. Mettre un terme à cette décadence est désormais la mission la plus urgente à laquelle doivent s'attacher tous les concernés, de près ou de loin, d'autant plus qu'on a pour chef de file une ministre décidée qui sait où elle va et comment y aller.

H. G.

EN RAISON DE LA MAUVAISE ORIENTATION DES BACHELIERS

Près de 60% d'échec en première année universitaire

Par

Chahira Cheref

Le taux d'échec en première année universitaire dans certaines spécialités atteint 60%, a affirmé jeudi dernier à Alger le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Seddiki Mohamed Salah Eddine. Selon lui cela est dû à une mauvaise orientation.

En marge d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, M. Seddiki a fait savoir que les sciences technologiques figurent parmi les spécialités qui enregistrent le plus grand taux d'échec en première année dans nombre d'universités. *«L'analyse montre que l'examen du baccalauréat ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire»*, a estimé le responsable. Dans son intervention, M. Seddiki a souligné que la rencontre qui regroupe des experts des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de l'Education nationale constitue un jalon supplémentaire pour développer le système éducatif et améliorer sa performance et son rendement de façon à répondre aux normes scientifiques et pédagogiques. Il a précisé que cette rencontre vise à améliorer le système d'évaluation du baccalauréat partant d'une vision globale du système des examens nationaux et officiels. M. Seddiki estime que l'engagement d'une réflexion pour une nouvelle conception du baccalauréat, la rationalisation de son organisation, le renouvellement des méthodes d'élaboration des examens et le renforcement de la formation des formateurs spécialisés dans la préparation des examens peuvent constituer les premiers pas de la réforme globale du cycle d'enseignement secondaire. *«La refonte du baccalauréat doit avoir une approche globale, une démarche participative»*, a-t-il souligné. *«La réforme du baccalauréat ne doit pas être considérée comme étant une fin en soi mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et renforcer leurs connaissances»*. *«Les efforts déployés à moyen terme pour la refonte et l'amé-*

lioration de cet examen doivent se concentrer sur le ciblage des connaissances à évaluer chez l'élève, outre la nécessité de faire la distinction entre les différentes branches, en réajustant les matières d'examen dans chaque branche et en s'assurant que chaque coefficient est établi suivant la nature et les caractéristiques de la branche», a indiqué M. Seddiki.

Pour sa part, le secrétaire général du ministère de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé que le dossier de la réforme du baccalauréat, qui est en phase d'examen, sera soumis à d'autres parties qui prendront des décisions souveraines. Les conclusions issues des différentes rencontres organisées seront ensuite présentées à des experts puis au gouvernement et au Conseil des ministres, qui est habilité à trancher cette question avec professionnalisme et objectivité, a-t-il indiqué. Il a cité à cet effet les ateliers installés depuis une année, au niveau du ministère de l'Education, en vue de procéder à la refonte de cet examen, avec la contribution des partenaires sociaux (syndicats, associations et parents d'élèves) en vue de leur permettre de donner leurs avis.

La refonte de l'examen du baccalauréat est dictée par la volonté de l'Etat, de la société et des autorités publiques de le hisser à de plus hauts niveaux, a estimé M. Belabed. Il a, par ailleurs, rappelé les points qui font polémique notamment la durée de l'examen du baccalauréat, qui est actuellement de cinq jours, la prise en compte des évaluations continues et la refonte de cet examen, citant les péripéties enregistrées lors de la session 2016 avec la fuite de certains sujets, d'où la nécessité de la refonte de cet examen. La refonte du baccalauréat inclura la révision de l'organisation, du fonctionnement et des prérogatives de l'Office national des examens et concours (Onec), organe technique et exécutif chargé de l'organisation de cet examen, pour le transformer en une véritable institution capable de préparer le baccalauréat.

C. C./APS

PRÉSENTÉES PAR DES EXPERTS ET DES PÉDAGOGUES

Propositions pour la refonte du baccalauréat

DES PÉDAGOGUES et des universitaires ont présenté, jeudi dernier, des propositions pour la réforme du baccalauréat, à la lumière d'une série de rencontres avec l'ensemble des institutions et partenaires sociaux. Lors d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, le recteur de l'université de Boumerdès, Abdelhakim Bentellis, a recommandé la réduction de la durée des épreuves à moins de cinq jours pour atténuer la pression psychologique que subissent les candidats et leurs familles, d'autant plus, a-t-il dit, que la durée du baccalauréat algérien est la plus longue. Il a proposé, en outre, d'organiser les examens des matières littéraires durant la deuxième année secondaire ou l'examen oral pour certaines matières, notamment littéraires et d'habituer l'élève à faire des recherches.

De son côté, le directeur général de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur, Abdelhafid Aourag, a insisté sur les difficultés que rencontrent les étudiants de la première année universitaire en matière de langues étrangères, préconisant l'enseignement des matières scientifiques (mathématiques, physique et science naturelle) en langue française d'autant que la plupart des ouvrages disponibles sont en langue étrangère. L'inspecteur général du ministère de l'Education, Nedjadi Messeguem, a, lui, souligné la nécessité de

revoir le contenu des programmes du baccalauréat alors que le conseiller à ce ministère, Mohamed Chaïb Draa Tani, a indiqué que la tutelle a dégagé six propositions, allant de la réforme graduelle du baccalauréat et l'introduction de l'évaluation continue à la réduction de la durée de l'examen. Les propositions formulées vont, a-t-il indiqué, du maintien de l'examen tel quel en amendant uniquement la programmation, à la réduction du nombre de jours à trois pour les matières essentielles, alors que d'autres ajoutent l'introduction d'une épreuve de langue française ou anglaise, à l'organisation d'une session en deuxième année secondaire et d'une autre en classe de terminale. Selon M. Chaïb Draa Tani, les réformes seront graduelles et s'étaleront jusqu'à 2020, ajoutant que l'évaluation continue peut être introduite dès l'année prochaine pour les classes de terminale. Il a indiqué que la ministre de l'Education, Nouria Benghebrit, annoncera prochainement toutes les propositions et changements relatifs à cet examen.

Trois ateliers ont été constitués entre les deux ministères, le premier sur «*la refonte du baccalauréat*», le deuxième sur «*la conception et l'élaboration des sujets*» et le troisième sur «*l'évaluation continue et autres innovations*».

APS

EN RAISON D'UNE MAUVAISE ORIENTATION

60% de nouveaux bacheliers échouent lors de leur première année universitaire

LE TAUX d'échec en première année universitaire dans certaines spécialités varie entre 50 à 60%, a indiqué le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Seddiki Mohamed Salah Eddine, soulignant que les sciences technologiques figurent parmi les spécialités qui enregistrent le plus grand taux d'échec en première année.

En marge d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, M. Seddiki a déclaré que «le taux d'échec en première année universitaire, qui est élevé dans certaines universités, varie entre 50 et 60%, et ce en raison d'une mauvaise orientation».

L'analyse montre que l'examen du baccalauréat «ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire», a estimé le responsable, pour qui la note du baccalauréat doit correspondre à l'orientation en comptabilisant, par exemple, les notes des matières essentielles.

Dans son intervention, M. Seddiki a souligné que la rencontre qui regroupe des experts du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et

ceux du ministère de l'Education nationale constitue «un jalon supplémentaire pour développer le système éducatif et améliorer sa performance et son rendement, de façon à répondre aux normes scientifiques et pédagogiques. Il a précisé que cette rencontre vise à «améliorer le système d'évaluation du baccalauréat partant d'une vision globale du système des examens nationaux et officiels». M. Seddiki a estimé que «l'engagement d'une réflexion pour une nouvelle conception du baccalauréat, la rationalisation de son organisation, le renouvellement des méthodes d'élaboration des examens et le renforcement de la formation des formateurs spécialisés dans la préparation des examens peuvent constituer les premiers pas de la réforme globale du cycle d'enseignement secondaire».

La refonte du baccalauréat doit «avoir une approche globale, une démarche participative». «La réforme du baccalauréat ne doit pas être considérée comme étant une fin en soi mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et à renforcer leurs

connaissances», a-t-il souligné.

«Les efforts déployés à moyen terme pour la refonte et l'amélioration de cet examen doivent se concentrer sur le ciblage des connaissances à évaluer chez l'élève, outre la nécessité de faire la distinction entre les différentes branches, en réajustant les matières d'examen dans chaque branche et en s'assurant que chaque coefficient est établi suivant la nature et les caractéristiques de la branche», a ajouté M. Seddiki. Le secrétaire général du ministère de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed a affirmé que le dossier de la réforme du baccalauréat, qui est en phase d'examen, sera soumis à d'autres parties, lesquelles prendront «des décisions souveraines».

Les conclusions issues des différentes rencontres organisées seront ensuite présentées à des experts puis au gouvernement et au Conseil des ministres, habilité à trancher cette question avec «professionnalisme et objectivité», a-t-il indiqué. Il a cité, à cet effet, les ateliers installés depuis une année au ministère de l'Education, en vue

de procéder à la refonte de cet examen, avec la contribution des partenaires sociaux (syndicats, associations et parents d'élèves) en vue de leur permettre de donner leur avis. La refonte de l'examen du baccalauréat est dictée par «la volonté de l'Etat, de la société et des autorités publiques de le hisser à un plus haut niveau», a estimé M. Belabed.

Il a rappelé les points qui font polémique, notamment «la durée de l'examen du baccalauréat, qui est actuellement de cinq jours, la prise en compte des évaluations continues et la refonte de cet examen», citant les péripéties enregistrées lors de la session 2016 avec la fuite de certains sujets, d'où la nécessité de cette refonte. La refonte du baccalauréat inclura également «la révision de l'organisation, du fonctionnement et des prérogatives de l'Office national des examens et des concours (ONEC), un organe technique et exécutif chargé de l'organisation de cet examen, pour que celui-ci devienne une véritable institution capable de préparer le baccalauréat».

Lynda Louifi

LA REFORME DU BACCALAURÉAT EN QUESTION

Experts et pédagogues étalent leurs divergences

Les réformes seront graduelles et s'étaleront jusqu'à 2020, alors que l'évaluation continue peut être introduite dès l'année prochaine pour les classes terminales. La refonte de l'examen du baccalauréat fait l'unanimité des intervenants du secteur de l'éducation, entre pédagogues, enseignants et partenaires sociaux. Mais, ces derniers sont loin de s'entendre sur le contenu de cette réforme, notamment au sujet de la réduction du nombre de jours dédiés à cet examen, la prise en compte des évaluations continues. Alors que certains proposent la réduction du nombre de jours à trois pour les matières essentielles, d'autres estiment nécessaire le maintien de l'examen tel quel en amendant uniquement la programmation. Ainsi, lors d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, tenu jeudi à Alger, le recteur de l'université de Boumerdes, Abdelhakim Bentellis, a proposé

la réduction des épreuves à moins de cinq jours pour atténuer la pression psychologique que subissent les candidats et leur famille de l'organisation des examens des matières littéraires durant la deuxième année secondaire ou l'examen oral pour certaines matières, notamment littéraires.

Mais, cette proposition, qui sous-tend l'élagage de certaines matières non essentielles, est loin de recueillir le soutien de toute la famille de l'éducation. En témoigne la mise en garde de certains syndicats contre toute atteinte aux matières en relation avec l'identité nationale.

D'autres pédagogues et universitaires, quant à eux, estiment nécessaire l'introduction d'une épreuve de langue française ou anglaise, à l'organisation d'une session en deuxième année secondaire et d'une autre en classe de terminale. Et hormis la nécessité de revoir le conte-

nu des programmes du baccalauréat, soulignée par l'inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale, Nedjadi Messeguem, la tutelle a déposé six propositions, allant de la réforme graduelle du baccalauréat et l'introduction de l'évaluation continue à la réduction de la durée de l'examen.

Selon le conseiller au ministère de l'Éducation nationale, Mohamed Chaïb Draï Tani, les réformes seront graduelles et s'étaleront jusqu'en 2020, ajoutant que l'évaluation continue peut être introduite dès l'année prochaine pour les classes de terminale. Il a indiqué, dans ce contexte, que la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit, annoncera prochainement toutes les propositions et changements relatifs à cet examen.

La refonte du baccalauréat inclura "la révision de l'organisation, du fonctionnement et des pré-

rogatives de l'Office national des examens et des concours (Onec), étant un organe technique et exécutif chargé de l'organisation de cet examen, pour devenir "une véritable institution capable de préparer le baccalauréat", a affirmé, pour sa part, le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed.

Cela étant, le dossier de réforme du baccalauréat, qui est en phase d'examen, sera soumis à d'autres parties qui prendront "des décisions souveraines", notamment le gouvernement et le Conseil des ministres. Trois ateliers ont été installés depuis une année, au ministère de l'Éducation, en vue de procéder à la refonte de cet examen. Le premier sur "la refonte du baccalauréat", le deuxième sur "la conception et l'élaboration des sujets" et le troisième sur "l'évaluation continue et autres innovations".

A.R.

L'université Abou-Bekr-Belkaïd prime ses lauréats

■ 397 étudiants de l'université Abou-Bekr-Belkaïd (207 en licence et 190 en master sciences) ont reçu jeudi leurs diplômes au cours d'une cérémonie solennelle présidée par le recteur. Plusieurs lauréats ont été retenus pour poursuivre leurs études à l'étranger, notamment en Chine, en Tunisie et en France. La faculté des sciences regroupe 4000 étudiants. L'université de Tlemcen compte 45 000 étudiants dont de nombreux étrangers provenant de pays

REFONTE DU BAC

Consensus sur un examen en trois jours avec une fiche de synthèse

La commission installée par le ministère de l'Education nationale pour la refonte du bac a finalisé son travail. Plusieurs propositions seront déposées pour l'aval du gouvernement. Le ministère de l'Education et le partenaire social sont, cependant, tombés d'accord sur l'organisation d'un bac en trois jours, avec l'introduction de la fiche de synthèse pour les matières non composées.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le département de Nouria Benghebrit et le partenaire social, qui ont travaillé depuis une année sur la refonte du bac, ont finalisé leur copie. Le rapport final sera déposé prochainement auprès du gouvernement pour approbation. Ce dernier doit trancher entre plusieurs propositions pour sortir le nouveau format du bac avant la rentrée prochaine.

Le ministère de l'Education et son partenaire sont d'ores et déjà tombés d'accord sur deux propositions. L'organisation du bac en trois jours avec l'introduction d'une fiche de synthèse a fait l'unanimité des experts. Meziane

Meriane, coordonnateur du Snapest, a expliqué que la fiche de synthèse ne sera pas utilisée pour le rachat, comme ce fut dans le passé, mais elle sera utilisée pour les matières qui ne seront pas composées durant les trois jours du bac.

«Nous allons additionner les moyennes générales de ces matières non composées durant les trois jours du bac et les introduire dans la moyenne générale du bac, ces matières non composées auront un seul coefficient», a expliqué M. Meriane.

Par ailleurs, le ministère de l'Enseignement supérieur, en partenariat avec celui de l'Education, a organisé, jeudi dernier, un atelier national sur la refonte du bac. Une occasion pour les pédagogues et les universitaires de présenter à leur tour leurs propositions. Ainsi, certains ont fait la promotion des épreuves orales, la révision du contenu des programmes du bac et l'organisation des examens des matières secondaires en deuxième année.

Le directeur général de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur

et de la Recherche scientifique, lui, a relevé les difficultés que rencontrent les étudiants de la première année universitaire en langues étrangères. C'est pourquoi il propose l'enseignement des matières des filières scientifiques, mathématiques, physique et sciences naturelles, en langue française, d'autant plus que la plupart des ouvrages disponibles sont en langue étrangère.

Le conseiller au ministère de l'Education nationale, Mohamed Chaib Draa Tani, a indiqué que les réformes seront graduelles et s'étaleront jusqu'à 2020. L'évaluation continue, selon lui, pourrait être introduite dès l'année prochaine pour les classes de terminale.

La refonte du bac inclura également la révision de l'organisation, du fonctionnement et des prérogatives de l'Onec «pour devenir une véritable institution capable de préparer le baccalauréat».

Le ministre de l'Education nationale devra, cependant, annoncer prochainement toutes les propositions et les changements relatifs au bac.

S. A.

LA MAUVAISE ORIENTATION EN EST LA PREMIERE CAUSE

Le taux d'échec en première année universitaire atteint 60%

En marge d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, tenu jeudi par les ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur, le taux d'échec en première année dans certaines spécialités universitaires est tragique.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Les sciences technologiques sont les plus touchées par ce phénomène, a déclaré Seddiki Mohamed Salah Eddine, Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur. En effet, le taux d'échec en première année universitaire dans certaines de ces branches varie entre 50% et 60%. Et ce, en raison «des mauvaises orientations», a-t-il avoué.

Pour l'intervenant, l'examen du baccalauréat, dans sa configuration actuelle, «ne reflète pas le savoir acquis par l'élève

durant son cursus scolaire», alors que la moyenne obtenue à cette épreuve doit correspondre à l'orientation de l'élève en comptabilisant les notes des matières essentielles qu'englobe la spécialité choisie, a-t-il proposé. Puisque l'orientation post-bac aujourd'hui prend en considération la moyenne générale du candidat principalement, une notation aussi globale que simpliste.

Par ailleurs, la refonte de ce système a déjà commencé pour les nouveaux bacheliers de cette année qui ne sont plus contraints de mettre dix spécialités sur leur fiche de vœux. Celle-ci a été réduite au nombre de six. Au final, l'objectif du ministère de l'Enseignement supérieur, à long terme, est de «supprimer les différentes étapes précédant l'inscription définitive et permettre au nouveau bachelier de suivre la spécialité de son choix».

Le ministre de tutelle, Tahar Hadjar, l'a déclaré en mars dernier : «Nous allons fixer bien à l'avance les moyennes qu'il

faut avoir pour être habilité à suivre chacune des différentes filières universitaires. Ainsi l'étudiant saura, avant même d'intégrer le cycle secondaire, quelle moyenne il doit obtenir à l'examen du baccalauréat pour s'inscrire à la spécialité de son choix. Dès lors, élèves comme pouvoirs publics, pourront avoir une visibilité».

En attendant, c'est ce type d'ateliers coordonnant les réformes des ministères de l'Education et de l'Enseignement supérieur qui a, à sa charge, l'étude de la refonte des deux systèmes pour «une approche participative et une vision globale basée sur les compétences des élèves et des étudiants», a déclaré le responsable. En rajoutant que la réforme du baccalauréat, en phase d'examen, ne doit pas être considérée «comme étant une fin en soi, mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et renforcer leurs connaissances».

N. B.

EDUCATION

Plusieurs propositions pour la réforme du baccalauréat

Une série de rencontres, réunissant des pédagogues et des universitaires ont été organisées à Alger avec l'ensemble des institutions et partenaires sociaux. En marge de ces rencontres, des propositions pour la réforme du baccalauréat ont été présentées jeudi à Alger. Lors d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, le recteur de l'université de Boumerdes, Abdelhakim Bentellis a proposé la réduction de la durée des épreuves à moins de cinq jours pour atténuer la pression psychologique que subissent les candidats et leurs familles, d'autant plus, a-t-il dit, que la durée du baccalauréat algérien est la plus longue. Il a proposé, en outre, d'organiser les examens des matières littéraires durant la deuxième année secondaire ou l'examen oral pour certaines matières, notamment littéraires et d'habituer l'élève à faire des recherches. De son côté, le directeur général de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhafid Aourag, a mis l'accent sur les difficultés que rencontrent les étudiants de la première année universitaire en matière de langues étrangères, préconisant l'enseignement des matières scientifiques (mathématiques, physique et science naturelle) en langue française d'autant que plupart des ouvrages disponibles sont en langue étrangère. Par ailleurs, l'inspecteur général du ministère de l'Éducation nationale, Nadjadi Messeguem, a souligné la nécessité de revoir le contenu des programmes du baccalauréat. Pour sa part, le conseiller au ministère de l'Éducation nationale, Mohamed Chaib Draa Tani a indiqué que la tunelle a dégagé six propositions, allant de la réforme graduelle du baccalauréat et l'introduction de l'évaluation continue

à la réduction de la durée de l'examen. Les propositions formulées dans le cadre de cette démarche vont, a-t-il indiqué, du maintien de l'examen tel quel en amendant uniquement la programmation, à la réduction du nombre de jours à trois pour les matières essentielles, alors que d'autres ajoutent l'introduction d'une épreuve de langue française ou anglaise, à l'organisation d'une session en deuxième année secondaire et d'une autre en classe de terminale. Selon M. Chaib Draa Tani, les réformes seront graduelles et s'étaleront jusqu'à 2020, ajoutant que l'évaluation continue peut être introduite dès l'année prochaine pour les classes de terminale. Il a indiqué dans ce contexte que la ministre de l'Éducation nationale, Nouria

Benghebit, annoncera prochainement toutes les propositions et changements relatifs à cet examen. Trois ateliers ont été constitués entre les deux ministères, le premier sur "la refonte du baccalauréat", le deuxième sur "la conception et l'élaboration des sujets" et le troisième sur "l'évaluation continue et autres innovations". Il est à rappeler que cette année l'épreuve du baccalauréat été marquée par un acte honteux que ni notre religion ni nos principes acceptent : la fuite des sujets, ce qui a poussé la tutelle à refaire un examen partiel afin d'assurer la transparence et l'égalité des chances.

Khadidja M.

60% D'ÉCHEC EN PREMIÈRE ANNÉE UNIVERSITAIRE Le bac «généraliste» en cause

Le taux d'échec en première année universitaire se situe entre 50 et 60% des effectifs admis à ce palier de l'enseignement supérieur, a révélé, jeudi, le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), Mohamed Salah Eddine Seddiki, en marge de l'atelier technique consacré à la réforme du baccalauréat, dont le débat est ouvert depuis quelques semaines par le ministère de l'Éducation nationale. Ce taux d'échec «élevé» dans certaines filières s'explique, selon le responsable du ministère de l'Enseignement supérieur, par «la mauvaise orientation» dans la filière d'études après l'obtention du baccalauréat. Selon l'orateur, «le baccalauréat actuel ne reflète pas les compétences de l'élève acquises durant son cursus scolaire» ; il appelle à «l'adaptation du choix de la filière universitaire avec les compétences réelles de l'élève exprimées à travers ses notes au baccalauréat et son cursus secondaire». M. Seddiki a révélé à ce propos que «les filières techniques sont celles qui enregistrent les taux les plus élevés d'échec en première année universitaire». Dans son intervention lors des travaux auxquels ont assisté des représentants du ministère de l'Éducation, M. Seddiki a souligné que le réaménagement des modalités

d'organisation du baccalauréat et la révision de la structure des sujets pourront être considérés comme un élément-clé de la réforme éducative et son amélioration. «La réforme du baccalauréat doit être globale dans son approche, participative dans sa réalisation et progressive dans son application», a estimé M. Seddiki. Et d'ajouter que la réforme de cet examen «ne doit pas être considérée comme une fin mais comme une opération évolutive incluant plusieurs étapes, visant dans son ensemble à revoir à la hausse les compétences des effectifs sortant de l'enseignement secondaire général et technique et renforcer leurs connaissances scientifiques».

Concrètement, explique M. Seddiki, cette approche nécessite, à court terme, le réaménagement des coefficients des matières et épreuves de spécialité, pour que les résultats de l'examen reflètent réellement la spécialité du candidat et dessinent son orientation universitaire.

RÉFORME DE L'ONEC

De son côté, Abdelhakim Belabed, secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, a souligné que la réforme du bac implique également une révision de l'organisation et des prérogatives de l'Office national des examens et concours

(ONEC), qui est un système technique et d'exécution de cet examen pour en faire, selon M. Belabed, «une institution dotée des normes nécessaires pour l'évaluation de cet examen sur le plan quantitatif et qualitatif». Pour ce responsable, la fuite des sujets ayant entaché la session 2016 du baccalauréat a renforcé la conviction de procéder à une réforme de l'examen, dont le processus est lancé depuis des années et le travail de réflexion entamé au début de l'année scolaire. «Les propositions seront soumises à l'appréciation des experts, avant le transfert du travail obtenu au gouvernement puis au Conseil des ministres, habilité à trancher la question de la réforme du baccalauréat en toute objectivité et professionnalisme».

Les propositions exprimées lors de cet atelier convergent avec celles exprimées par la commission mise en place par le ministère de l'Éducation nationale. Ainsi, le recteur de l'université de Boumerdès, Abdelhakim Bentellis, propose la réduction de la durée des épreuves «pour atténuer la pression psychologique sur les candidats». M. Bentellis évoque également, comme autre possibilité, l'organisation d'une session anticipée en 2^e AS ou des épreuves orales pour les matières secondaires.

Fatima Aït Khaldoun-Arab